

Par
**SONIA DELESALLE-
STOLPER**
Photo **CHA GONZALEZ**

Le 1^{er} mai, elle a célébré les 20 ans de l'entrée de l'Estonie dans la famille européenne. Deux jours plus tard, Kaja Kallas, Première ministre estonienne, était l'invitée exceptionnelle de l'Université Libé à la Sorbonne. Européenne de cœur et de raison, la cheffe d'Etat balte a plaidé durant une heure pour une accélération de l'aide à l'Ukraine, une plus grande unité des Vingt-Sept face à la menace russe. Avant d'inviter à plusieurs reprises à tirer les leçons de l'histoire.

La guerre en Ukraine s'intensifie, Macron vient de mettre en garde dans *The Economist* contre le «danger mortel» auquel fait face l'Europe, et l'Estonie a été à la pointe du soutien à l'Ukraine. Comment jugez-vous la situation ?

Le président Macron a prononcé un discours fort dans ces murs de la Sorbonne la semaine dernière, avec beaucoup de points positifs. Je suis d'accord avec lui : l'Europe est mortelle, et il tient à nous de la voir survivre ou mourir. Et nous devons faire notre maximum pour que l'UE vive, parce qu'elle apporte tellement d'avantages à nos citoyens, à nos peuples. Il s'agit de valeurs, mais nous devons aussi faire en sorte que ces valeurs s'appliquent en pratique. Une guerre conventionnelle se déroule sur le sol européen, et nous devons nous assurer qu'elle ne se propage pas, nous devons aussi nous assurer que ceux qui ont commencé cette guerre répondent de leurs actions. C'est nécessaire pour une paix durable. Comme l'a justement souligné l'historien américain Timothy Snyder, pour qu'un pays devienne meilleur, il doit d'abord perdre sa dernière guerre coloniale, et nous devons faire en sorte que la Russie perde sa dernière guerre coloniale. Et qu'elle la perde maintenant.

Pour la Russie, l'Ukraine est sa dernière guerre coloniale ?

C'est à nous qu'il revient de faire en sorte qu'il s'agisse de sa dernière guerre coloniale. La Russie n'est pas considérée comme une puissance coloniale, on n'en parle pas comme ça, mais, de fait, l'Estonie a été une colonie russe pendant cinquante ans. Nous avons été colonisés, occupés, et ça s'est passé de la même manière. Maintenant qu'ils tentent de coloniser l'Ukraine, nous devons nous assurer qu'ils n'y arrivent pas. Sinon, ils continueront, ils iront plus loin. Si je parle tout le temps de la nécessité pour les dirigeants russes d'endosser la responsabilité de leurs crimes devant un tribunal international, c'est parce que les citoyens russes ne savent pas vraiment les crimes qui sont commis ou ont été commis en leur nom en Ukraine, mais aussi en Lituanie, en Lettonie, en Estonie. L'un des effets des procès de Nuremberg a été que les citoyens allemands ont pu prendre conscience des crimes qui avaient été commis en leur nom, ce

qui a entraîné ce sentiment public de culpabilité qui a lui-même donné naissance à la volonté du «plus jamais ça».

Vous êtes en faveur d'un tribunal spécial pour les crimes commis par la Russie ?

Oui. Chaque grande crise permet à la loi internationale d'évoluer. Si vous pensez à la Seconde Guerre mondiale, c'est là que les Nations unies ont été créées, avec une

charte forte qui spécifie qu'il est illégal d'attaquer un autre pays, mais il y manque la notion de sanctions automatiques quand un pays en attaque un autre. Nous devons travailler sur deux aspects : d'abord assurer la création d'un tribunal spécial pour empêcher les responsabilités de s'en sortir sans conséquences ; ensuite avoir une discussion qui s'engage sur les règles internationales, afin que des sanctions

soient appliquées plus automatiquement si quelque'un rompt les engagements de la charte.

L'Estonie a été à la pointe du soutien à l'Ukraine, vous êtes une cible directe du gouvernement russe qui vous a inscrite sur une liste de personnes recherchées. Votre pays est membre de l'Otan, pensez-vous qu'elle soit suffisante en soi pour vous défendre ?

L'Otan est une alliance de défense. Et la raison pour laquelle nous n'avons pas de guerre dans notre pays, c'est parce que nous en faisons partie. Nous sommes sous sa protection. Quand je me déplace dans des écoles et que je dois expliquer aux enfants ce qu'est l'Otan, je prends l'exemple d'un enfant harcelé qui attaque encore et encore un enfant plus faible que lui. Le fait est qu'il n'attaque pas le plus faible si celui-ci a des amis très forts. C'est comme ça que l'Otan fonctionne. Géographiquement, il serait plus facile pour les Russes d'attaquer des pays voisins plus petits que l'Ukraine, mais ils ne le font pas parce que nous sommes membres de l'Otan et nous avons des amis forts qui disposent d'armes nucléaires, c'est dissuasif. Jusqu'à présent, l'Otan a suffi, mais il est très important que tous ces alliés dépendent au moins 2% de leur PIB pour la défense, parce que la force de l'Otan vient de la force des armées de ses membres.

Pensez-vous que l'organisation pourrait ou devrait intervenir plus directement en Ukraine ?

Jusqu'à présent, nous avons passé notre temps à essayer de deviner quel allait être le prochain mouvement de la Russie. Nous avons besoin d'entretenir une forme d'ambiguïté stratégique, et c'est là que je suis d'accord avec le président Macron. Si nous disons clairement, «nous ne ferons pas ça, ni ça», alors la Russie se dit, «OK, je peux encore pousser, parce qu'ils ne vont pas faire ce dont j'ai peur». Nous ne devrions pas leur donner cette satisfaction. Nous devrions discuter entre nous de la manière d'entretenir cette ambiguïté stratégique, ce que nous pouvons faire ou ne pas faire. Nous sommes une alliance défensive, qui défend ses membres. Je peux comprendre que les Premiers ministres et présidents assis autour de cette table qui sont responsables de leurs propres pays se posent la question de savoir si une implication directe de l'Otan mettrait fin à cette guerre, repousserait les Russes derrière leurs frontières, ou si impliquer nos troupes là-bas risquerait d'importer la guerre sur notre sol. Nous ne le savons pas ! Si nous revenons à la Seconde Guerre mondiale, il y a eu tellement de moments où les alliés auraient dû réagir, qui auraient empêché le conflit de prendre une telle ampleur. C'est quelque chose que l'on sait aujourd'hui, ils n'en avaient alors pas conscience. **En avril 2022, après la découverte des horreurs de Boutcha et Irpin, vous aviez dit que nous avions besoin de courage, de clarté morale et de plus d'action. Aujourd'hui, pensez-vous que les Européens ont fait preuve d'assez de courage, de clarté morale et d'action ?**

J'aime beaucoup la citation de Thucydide qui a dit que «le secret du bonheur c'est la liberté, et le secret de la liberté c'est le courage». Je viens d'un pays et d'une génération qui a vécu dans une prison soviétique. On n'avait rien, on n'avait pas de liberté, on n'avait pas de choix, je n'aurais pas pu imaginer, quand j'avais 10 ans, que je me retrouverais

Kaja Kallas

«La Russie doit perdre sa dernière guerre coloniale»

INTERVIEW

Dans le cadre de l'Université Libé à la Sorbonne vendredi, la Première ministre de l'Estonie, membre de l'Union européenne depuis vingt ans, a plaidé pour une plus grande mobilisation en faveur de l'Ukraine et, face aux menaces russes, défendu l'ambiguïté stratégique portée par Macron.



Lors de l'Université Libération à la Sorbonne, à Paris, vendredi.

